



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Les enfants volés du franquisme

Georges Boschloos
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Décembre 2019

C'est un pan obscur de l'histoire du franquisme : des dizaines de milliers d'enfants vendus ou donnés à l'adoption, arrachés à leurs familles, dans les prisons, les maternités ou les hôpitaux ; des enfants qu'il fallait soustraire aux « rouges » soi-disant pour leur bien et celui de l'Espagne chrétienne.

Des milliers de familles seront ainsi déchirées par la répression du général Francisco Franco. Pendant la guerre civile, au fur et à mesure que les troupes putschistes gagnent du terrain, les prisons espagnoles se remplissent de défenseurs de la République. Parmi les personnes incarcérées se trouvent des militantes issues de partis de gauche, mais également des femmes dont le seul crime est d'être les femmes, les mères ou les sœurs de partisans républicains. Les conditions de vie au sein de ces prisons sont épouvantables. La surpopulation due aux arrestations massives s'accompagne d'une dégradation des conditions d'hygiène et d'une diminution drastique des rations de nourriture. Ces geôles sont également remplies d'enfants enfermés avec leur mère ou nés en prison, parfois issus du viol d'un bourreau ou d'un geôlier ; des enfants qui vivent les premières années de leur vie derrière des barreaux. Contrairement aux mères, ils ne sont pas enregistrés. Dans bien des cas, il sera aisé de les soustraire à leurs parents sans laisser de traces.

Dans l'idéologie nationale-catholique du régime franquiste, la famille et l'enfant sont considérés comme des piliers de la société. Le régime va s'attacher à organiser la séparation familiale des enfants de prisonniers et leur disparition à travers un réseau complexe catholique et phalangiste. Le Patronat de Saint Paul (Patronato de San Pablo), institution créée par le ministère de la Justice en juillet 1943 et qui à partir de 1945 assume la tutelle des enfants de détenus, gèrera, entre 1944 et 1954, l'entrée dans des internats catholiques de plus de 30 000 enfants de prisonniers. Des centres où ils reçoivent une stricte éducation religieuse. Nombre d'entre eux seront donnés ou vendus à l'adoption.

Pendant la guerre civile, de nombreux parents ont pris la décision difficile d'envoyer leur progéniture à l'étranger (en France, Belgique, Grande-Bretagne, Suisse, etc.) pour les mettre en sécurité. Avant même la fin du conflit, Franco cherche à rapatrier ces enfants, et le régime transforme rapidement cette opération en campagne de propagande. Face aux difficultés rencontrées à l'étranger, le Service extérieur de la Phalange chargé de ce rapatriement procédera même à des opérations clandestines ou d'enlèvements. En France occupée, une cellule se met en place en 1941 au sein de l'ambassade espagnole à Paris afin de ramener au pays les milliers d'enfants de républicains accueillis en France

depuis 1936. Globalement, sur près de 35 000 enfants évacués d'Espagne pendant la guerre civile, approximativement 20 000 sont de retour en 1950¹.

À peine la guerre civile terminée, le Caudillo va œuvrer à légaliser la séparation de « ces enfants de rouges » avec leur famille et leur passé. Trois lois sont promulguées entre 1940 et 1941 pour faciliter le changement d'identité des mineurs, leur mise sous tutelle de l'État et leur adoption par des familles proches du régime et généralement aisées.

Soustraire les enfants à la perversion rouge

Pour justifier ces vols d'enfants, le régime va se reposer sur un corpus idéologique et pseudoscientifique influencé par l'eugénisme radical et la biologie raciale des nazis. Parmi les scientifiques et les intellectuels espagnols issus de la droite nationaliste ou de l'extrême droite, une figure se détache, celle d'Antonio Vallejo-Nágera, psychiatre en chef des armées nationalistes puis directeur de la clinique psychiatrique militaire de Madrid. Il développe ses conceptions racistes, eugénistes, ethnicopolitiques et culturelles sur l'hispanité (*hispanidad*) dans une série d'ouvrages tels que *Higiene de la raza: La asexualisation de los psicopatas* (Hygiène de la race et stérilisation des psychopathes, 1934) ou *Eugenesia de la Hispanidad y regeneración de la raza* (Eugénisme hispanique et régénération raciale, 1937). Il est obsédé par la dégénérescence de la race espagnole due selon lui au marxisme, une maladie que l'on parviendra à éradiquer à condition d'isoler les personnes contaminées de la société et de leurs enfants.

Antonio Vallejo-Nágera est nommé en 1938 chef des services psychiatriques militaires des armées franquistes. Il créera après la guerre civile le Cabinet d'investigations psychiatriques pour étudier « les racines psychophysiques » du marxisme. Il engage des recherches et des expériences médicales sur des prisonniers et prisonnières de guerre, des membres des Brigades internationales, des détenus basques et catalans... Il opère notamment dans le camp de concentration de San Pedro de Cardeña, près de Burgos, où il cherche à établir les relations entre des caractéristiques biopsychiques du « sujet rouge » et son engagement communiste. Il postule que l'infériorité des femmes et des hommes marxistes tient à une malformation génétique. C'est ainsi que naît le concept de *gen rojo*, ou « gène rouge », une expression qui n'apparaît pas en tant que telle dans ses travaux, mais qui revient assez tôt dans divers écrits le concernant.

Une des difficultés de Vallejo-Nágera sera de concilier ses conceptions et pratiques de l'hygiène raciale avec le catholicisme rigoriste, pilier du fascisme espagnol. Or, le catholicisme est théoriquement universaliste et admet une capacité de rédemption à chaque âme sans distinction de race ou de classe. Le vol d'enfants doit donc être envisagé, du point de vue du régime et de l'Église, comme une forme d'eugénisme positif – par opposition à l'eugénisme négatif qui entend élimination, stérilisation ou castration, difficilement conciliable avec les dogmes chrétiens. Interner des enfants dans des établissements scolaires religieux, des orphelinats, ou les confier à d'autres familles peut en revanche être défendu dans l'idée d'une régénération de l'Espagne chrétienne. Il s'agit

¹ Verónica Sierra Blas, *Paroles orphelines. Les enfants et la guerre d'Espagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 85.

de rompre radicalement avec l'expérience républicaine honnie et d'extirper à la racine les idéologies qui ont mis le pays en danger de mort.

Si les travaux d'Antonio Vallejo-Nágera montrent combien l'Espagne a voulu scientifier la terreur, ce qui caractérise davantage l'esprit des vainqueurs de la guerre civile est la certitude d'être moralement supérieur. La figure d'Antonio Vallejo-Nágera est certes importante, mais sa notion de nation exprimée dans des termes biologiques ou raciaux ne recevra pas tant de soutien officiel, surtout après 1945. En revanche, ses théories ont été importantes pour justifier le vol d'enfants. Une politique qui perdurera durant toute la dictature et même après.

Dans les années 1950, alors que l'opposition est presque définitivement matée, de nombreuses femmes « rouges » sont libérées sous conditions. Mais les pratiques ne s'arrêtent pas pour autant, leur justification devient juste moins politique que morale. Désormais, ce sont les jeunes mères célibataires ou les familles nombreuses en situation de pauvreté qui sont l'objet des convoitises. Des modes opératoires persistent cependant : les enfants sont déclarés mort-nés, puis placés – vendus pour la plupart – dans de « respectables » familles franquistes. Le tout se déroule à très large échelle, avec la complicité du personnel hospitalier et sous l'égide des autorités civiles et religieuses. En tout, c'est peut-être 300 000 enfants (estimation haute) qui ont été dérobés depuis la fin de la guerre civile jusqu'aux années 1980, sinon aux années 1990.

Un secret d'État qui sort peu à peu de l'oubli

En 2006, le Conseil de l'Europe reconnaît pour la première fois l'existence de ces enfants de prisonniers républicains. En 2008, le juge Baltasar Garzón qualifie ces disparitions forcées et enlèvements d'enfants mineurs de crimes contre l'humanité, précisant qu'aucune prescription ne pouvait s'appliquer, puisque de nombreuses victimes (enfants ou parents) étaient toujours en vie. Le magistrat somme alors les institutions, le ministère public et les juges d'ouvrir une enquête, de punir les coupables et de permettre aux victimes de récupérer l'identité qui leur a jadis été volée. Il évalue à plus de 31 000 le nombre d'enfants placés sous la tutelle de l'État entre 1944 et 1954, mais son rapport ne précise pas combien de ces enfants ont finalement été adoptés par d'autres familles. Il établit en revanche les principales stratégies d'enlèvements employées sous la dictature de Franco. Aux yeux du juge, ces enfants doivent être reconnus comme des victimes du franquisme.

Ces faits ont été révélés au grand jour surtout au début des années 2000, à la suite notamment de la publication de l'enquête de l'historien Ricard Vinyes *Els nens perduts del franquisme* (Les enfants perdus du franquisme, 2002) et du documentaire du même nom de Ricard Belis, diffusé en 2004. L'identité catalane de ces auteurs rappelle et illustre que les conflits politiques qui opposent Madrid à Barcelone sont aussi des conflits de mémoire, des contrecoups de l'amnésie imposée à la sortie de la dictature.

La question catalane n'est cependant qu'un des aspects de cette vérité cachée qui mine l'Espagne tout entière. Des associations et collectifs œuvrent à travers le pays pour reconstruire le passé et les liens filiaux. Mais les documents qui permettraient aux victimes de retrouver leur part manquante sont rares, sinon inexistants. Une absence qui

peut paradoxalement relever de la preuve, comme les recherches menées par certaines mères dans les registres paroissiaux pour trouver une trace de leurs enfants soi-disant mort-nés qui n'ont rien donné ; indice évident qu'on leur a menti.

Internet a permis aux langues de se délier et de donner de l'écho aux récits des victimes. Les associations font pression sur un État espagnol décidément peu pressé de faire toute la lumière sur le passé. Une somme de 100 000 euros² a été allouée dernièrement pour soutenir une plateforme de recherche de profils génétiques, mais cela leur semble une bien maigre avancée. Elles attendent l'ouverture d'une banque d'ADN unique ou un geste de l'Église en faveur de l'ouverture d'archives qui faciliteraient la mise en relation des familles. Côté judiciaire, des jugements ont eu lieu, mais n'ont débouché sur aucune condamnation, pour cause de prescription.

Que les enfants aient été arrachés à leur mère pour des raisons politiques et eugénique après la guerre civile ou pour des raisons morales et religieuses par la suite, l'Espagne (et son Église) doit faire la clarté sur l'ensemble de la question. Pour les victimes bien entendu, mais aussi pour qu'elle puisse se réconcilier avec son passé.

 <p>FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES</p>	<p><i>Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.</i></p> <p><i>À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.</i></p> <p><i>Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.</i></p>
--	--

² <https://www.caminteresse.fr/histoire/lhistoire-terrible-des-milliers-denfants-voles-sous-la-dictature-de-franco-11121617/>, consulté le 16 décembre 2019.